



Quel est le rendement de l'investissement dans l'enseignement supérieur pour les individus et la société ?

- En moyenne, dans 25 pays de l'OCDE, l'avantage économique à long terme qu'un individu retire d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, par comparaison avec un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, dépasse 175 000 USD pour un homme et 110 000 USD pour une femme.
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, l'avantage économique à long terme des diplômés de l'enseignement tertiaire représente environ le double de celui des individus dont le niveau de formation est inférieur ou égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire.
- Pour les contribuables, le rendement net de l'investissement public dans une formation dans l'enseignement supérieur dépasse 91 000 USD pour un homme et 55 000 USD pour une femme, en moyenne, dans les pays de l'OCDE.

Une formation dans l'enseignement supérieur peut nécessiter un investissement personnel conséquent...

L'investissement dans une formation de l'enseignement supérieur (tertiaire) compte parmi les décisions les plus importantes de la vie d'un individu. Dans certains pays, tels que l'Australie, le Canada, la Corée, les États-Unis et le Japon, les coûts directs de l'enseignement supérieur peuvent être importants, nécessitant souvent un apport financier personnel conséquent de la part des individus, soit sous la forme de frais de scolarité, soit sous celle du remboursement ultérieur d'un emprunt. Même dans les pays où les coûts directs d'une formation dans l'enseignement supérieur à la charge des individus sont bien moins élevés, le temps passé à étudier – et le coût d'opportunité du manque à gagner que représente ce temps – peuvent constituer un facteur important.

Face à l'investissement personnel que représente la poursuite d'une formation tertiaire, quelle place les bénéfices occupent-ils ? Les analyses de l'OCDE à partir des données de l'année de référence la plus récente disponible (soit 2007 pour la plupart des pays) suggèrent qu'en termes de bénéfices économiques à long terme, l'investissement dans une formation de l'enseignement supérieur est très rentable.

... mais les bénéfices économiques à long terme pour les individus sont également importants.

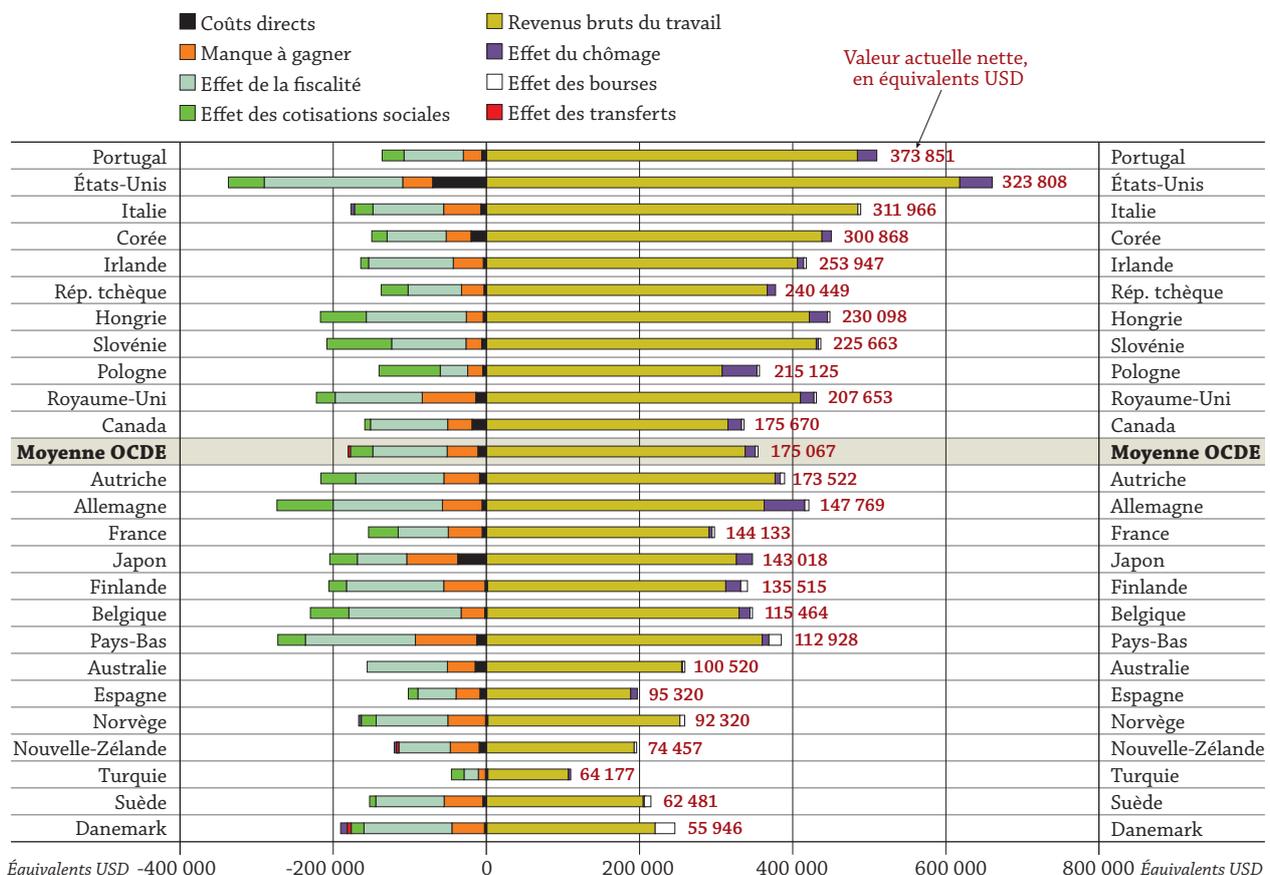
Ainsi, la valeur actuelle nette de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur – c'est-à-dire l'avantage économique à long terme lié à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire par comparaison avec un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, déduction faite des coûts y afférents – s'établit à plus de 175 000 USD pour un homme et juste au-dessus de 110 000 USD pour une femme, en moyenne, dans les pays de l'OCDE (voir l'encadré pour plus de précisions sur la valeur actuelle nette privée). Cet avantage économique est particulièrement important pour les hommes en Corée, aux États-Unis et au Portugal, où l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire génère un bénéfice à long terme de plus de 300 000 USD, en moyenne, pour un homme, par comparaison avec un homme uniquement diplômé du deuxième cycle du secondaire.



Pour les femmes, cet avantage est plus marqué en Corée, aux États-Unis, en Irlande, au Portugal, au Royaume-Uni et en Slovénie, où l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire génère un bénéfice à long terme d'au moins 150 000 USD, en moyenne, pour une femme, par comparaison avec une femme uniquement diplômée du deuxième cycle du secondaire. Notons que le rendement économique à long terme d'un investissement dans une formation de l'enseignement supérieur est plus important pour les femmes que pour les hommes en Australie, en Espagne et en Turquie.

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, l'avantage économique à long terme dont bénéficie un diplômé de l'enseignement supérieur par comparaison avec un diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (175 067 USD pour les hommes et 110 007 USD pour les femmes) représente environ le double de l'avantage d'un diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire par rapport à un individu dont le niveau de formation est inférieur (77 604 USD pour les hommes et 63 035 USD pour les femmes). Cette tendance reflète la généralisation du diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la plupart des pays de l'OCDE, mais également le fait que, désormais, la plupart des individus doivent poursuivre leurs études au-delà de ce niveau d'enseignement s'ils souhaitent maximiser les bénéfices financiers que peut leur offrir le marché du travail.

Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur pour un homme (en USD, 2007 ou année de référence indiquée)



Remarques : années de référence : 2005 pour l'Australie, la Belgique et la Turquie ; 2006 pour l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ; et 2007 pour les autres pays.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la valeur actuelle nette privée.

Source : Regards sur l'éducation 2011 : Les indicateurs de l'OCDE, Indicateur A9 (www.oecd.org/edu/eag2011).



Qu'entend-on par « valeur actuelle nette privée » de l'enseignement supérieur et comment la calculer ?

La valeur actuelle nette privée de l'enseignement supérieur est une **estimation des bénéfices économiques nets dont jouit un individu diplômé de ce niveau d'enseignement sur la durée de sa vie active, exprimée en unités monétaires actualisées**. Elle est calculée en estimant les bénéfices économiques dont jouit un diplômé de l'enseignement supérieur par comparaison avec un diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire, puis en déduisant de ce montant les coûts à la charge de cet individu pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Dans la présente analyse, on entend par « **bénéfices** » : l'*augmentation des revenus* dont jouissent typiquement les diplômés de l'enseignement supérieur par comparaison avec les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ; la *diminution de la probabilité d'être au chômage*, exprimée en unités monétaires (« l'effet du chômage ») ; et les *bourses* que les individus perçoivent souvent des pouvoirs publics pour les aider à financer leur formation dans l'enseignement supérieur. Par « **coûts** », on entend : les *coûts directs de l'éducation* (par exemple, les frais de scolarité et les dépenses y afférentes), le *manque à gagner des individus* pendant leurs études ; et l'*augmentation du montant des impôts sur les revenus, des transferts et des cotisations sociales* dont s'acquittent typiquement auprès des pouvoirs publics les individus bénéficiant des niveaux de formation les plus élevés.

Bien que la présente analyse prenne en compte nombre des coûts et bénéfices économiques liés à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur, elle ne saurait être exhaustive. La prudence est donc de rigueur lors de l'interprétation de ses résultats.

L'investissement dans l'enseignement supérieur est également fructueux pour les pouvoirs publics.

Les individus ne sont, à l'évidence, pas les seuls à supporter les coûts de l'enseignement supérieur. En moyenne, les pays de l'OCDE investissent directement plus de 30 000 USD, sous forme de financements publics, pour la formation d'un individu dans l'enseignement supérieur. Ce montant inclut les fonds provenant des contribuables qui sont utilisés afin de réduire les coûts directs de l'enseignement supérieur à charge des individus et de financer les programmes de bourses et de prêts d'études. Le manque à gagner fiscal et les cotisations sociales non perçues lorsque les individus poursuivent leurs études représentent des coûts indirects supplémentaires.

À long terme, néanmoins, les pays récupèrent l'investissement qu'ils ont initialement consenti – voire davantage – au travers de l'augmentation des recettes fiscales provenant des individus les plus diplômés, ainsi que de la diminution des transferts sociaux dont bénéficient en général ces individus. À titre d'exemple, le rendement net de l'investissement public dans la formation d'un homme dans l'enseignement supérieur s'élève à plus de 91 000 USD, en moyenne, dans les pays de l'OCDE – soit plus du triple de l'investissement public initialement consenti. En Allemagne, en Belgique, aux États-Unis, en Hongrie et en Slovaquie, ce rendement est particulièrement élevé, atteignant 150 000 USD pour les hommes.

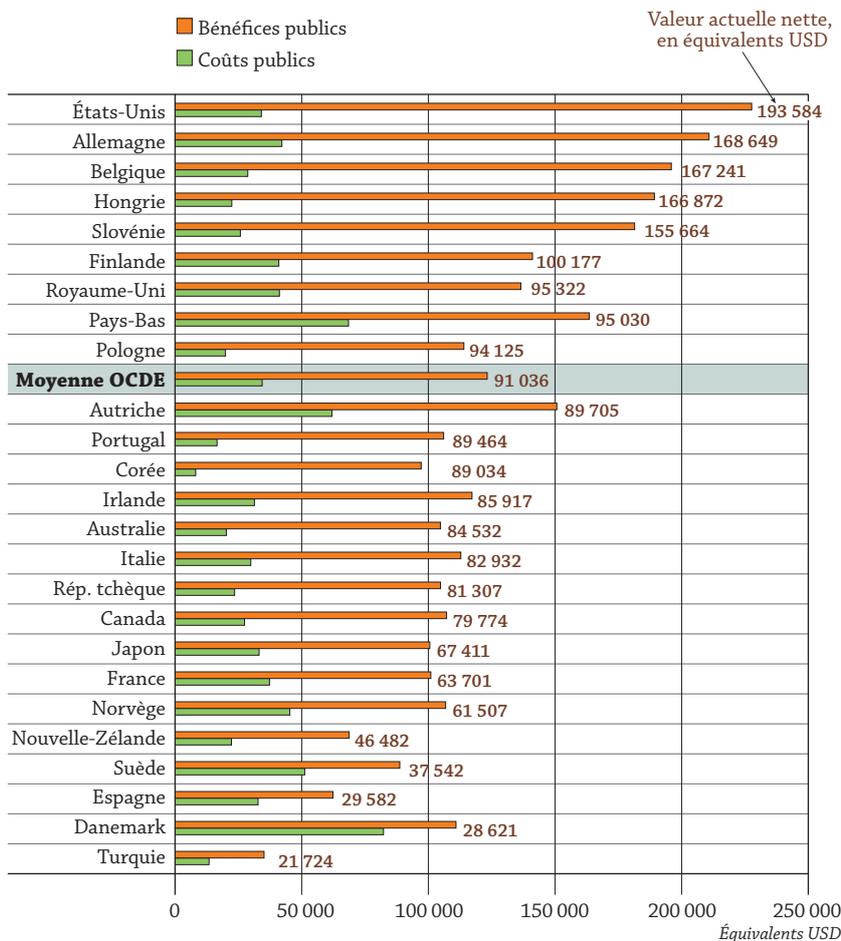
Par contraste, le rendement net de l'investissement public dans la formation d'une femme dans l'enseignement supérieur est moins élevé – 55 000 USD, en moyenne. Toutefois, ce rendement est positif dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception du Danemark et de la Suède. Dans ces deux pays, les bénéfices publics de l'investissement dans l'enseignement supérieur sont extrêmement élevés et les inégalités de revenus sont comparativement faibles – deux facteurs qui influent vraisemblablement sur ce rendement négatif.

L'évolution récente de la conjoncture économique et de l'enseignement supérieur est susceptible d'influer sur l'équation des coûts et bénéfices.

À n'en pas douter, l'impact de la crise économique mondiale est susceptible d'influer sur les analyses futures des coûts et bénéfices de l'enseignement supérieur. À titre d'exemple, la hausse du taux de chômage entraînée par la crise est susceptible d'avoir réduit le coût d'opportunité d'une entrée plus tardive sur le marché du travail pour poursuivre des études dans l'enseignement tertiaire.



Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur pour un homme (en USD, 2007 ou année de référence indiquée)



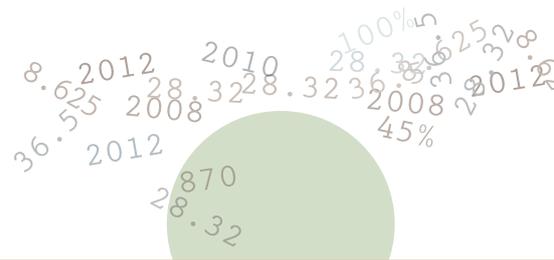
Néanmoins, elle peut également avoir diminué certains des bénéfices associés à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur, dans la mesure où, durant la crise, le taux de chômage a augmenté chez les diplômés de ce niveau d'enseignement.

De la même manière, la poursuite de l'expansion mondiale de l'enseignement supérieur pourrait avoir différents effets. Face à l'augmentation de l'offre d'individus très instruits, les bénéfices économiques relatifs de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pourraient diminuer avec le temps. Toutefois, si les sociétés poursuivent leur avancée sur la voie de l'économie du savoir – accroissant ainsi d'autant plus la demande d'individus très instruits – les bénéfices économiques de l'enseignement supérieur pourraient continuer à augmenter.

Remarques : années de référence : 2005 pour l'Australie, la Belgique et la Turquie ; 2006 pour l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ; et 2007 pour les autres pays.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la valeur actuelle nette.

Source : *Regards sur l'éducation 2011 : Les indicateurs de l'OCDE*, Indicateur A9 (www.oecd.org/edu/eag2011).



Pour conclure Les bénéfices économiques à long terme de l'investissement dans l'enseignement supérieur se sont avérés fructueux, pour les individus comme pour les pays, et devraient le rester à l'avenir, tant que la demande d'individus plus qualifiés reste une composante de nos sociétés.

Voir : www.oecd.org/edu	Consulter : <i>Regards sur l'éducation 2011 : Les indicateurs de l'OCDE</i>	Pour plus d'informations, contacter : J.D. LaRock (Jean-Daniel.LaRock@oecd.org)	Prochain numéro : <i>Comment les jeunes réussissent-ils la transition entre les études et le marché du travail dans le monde ?</i>
---	---	--	--

Crédit photo : © Ghislain & Marie David de Lossy/Cultura/Getty Images